



“La crise n'est pas une fatalité”

Agissons pour des mesures justes et équitables

POUR LA CFDT, IL FAUT



> Lutter contre la spéculation

- Mutualiser une partie des dettes des États européens pour renforcer les pays face aux marchés financiers.
- Interdire les produits financiers exclusivement spéculatifs.
- Stopper les paradis fiscaux.

> Relancer la croissance économique

- Mettre enfin en place un gouvernement de la zone euro pour coordonner les politiques fiscales, économiques et budgétaires.
- Investir aux plans national et européen.

> Réduire les déficits de manière équitable

- Supprimer les niches fiscales contreproductives et qui coûtent cher à l'État.
- Supprimer la défiscalisation des heures supplémentaires qui empêchent la création d'emplois et ne bénéficient pas à l'immense majorité des salariés.
- Modifier les règles de déduction des intérêts d'emprunt des bénéficiaires imposables des entreprises.
- Faire contribuer les hauts revenus beaucoup plus qu'aujourd'hui par la création d'une tranche supplémentaire d'impôt sur le revenu à 50%.

> Prendre des mesures sociales urgentes

- Pour les jeunes, élargir l'accès au « RSA jeunes » et mettre en place rapidement les mesures négociées par les syndicats et le patronat : accompagnement vers l'emploi, aide au logement.
- Dans les entreprises et territoires en difficulté, promouvoir des dispositifs évitant les licenciements (formation, financement du chômage partiel...).

Au delà de ces mesures urgentes indispensables, il faut des réformes de fond qui prendront plus de temps pour construire un mode de développement équilibré et durable, un monde plus juste et plus solidaire.

Les mesures prises aujourd'hui par le gouvernement face à la crise sont injustes et inefficaces. Pour la CFDT, Il faut réduire les déficits, relancer la croissance par des investissements d'avenir et soutenir ceux qui s'appauvrissent dans cette crise : les chômeurs, les jeunes, les salariés précaires. Il y a urgence à stopper la spirale infernale de cette crise tout en préparant l'avenir.

LA CFDT AGIT



Depuis le début de cette année, en négociant plusieurs accords avec les organisations patronales, nous avons obtenu en particulier des **mesures pour faciliter l'insertion dans l'emploi et l'accès au logement des jeunes**. En négociant avec le gouvernement, nous avons obtenu des **mesures de résorption de la précarité dans les fonctions publiques**.

De nouveaux rendez-vous de négociation sont pris pour 2012, en particulier sur la modernisation du marché du travail et la qualité de la vie au travail. La CFDT a également obtenu qu'organisations syndicales et patronales se réunissent mensuellement pour traiter des **conséquences économiques et sociales de la crise**.

Dans les entreprises, les administrations et les territoires, **la CFDT est présente au quotidien aux côtés des salariés**.

Avec l'intersyndicale (CFDT, CGT, FSU, Unsa), la CFDT a décidé de s'adresser en commun aux salariés pour interpeller gouvernement, élus et patronat dans la période du 1^{er} au 15 décembre 2011 avec un temps fort le 13 décembre (voir au dos).



CFDT, CGT, FSU et Unsa dénoncent les plans d'austérité injustes, dangereux pour l'activité et l'emploi, inefficaces pour réduire la dette.

La France et l'Europe sont confrontées à une crise économique et sociale profonde. Des millions de travailleurs, en France et en Europe, voient leur emploi détruit ou menacé et le niveau de leur protection sociale mis en cause.

Dans ce contexte, après un premier plan de rigueur annoncé en août, le gouvernement vient de décider d'une nouvelle série de mesures d'austérité, en l'absence totale de discussion avec les organisations syndicales.

Ces mesures inéquitables et injustes :

- font porter principalement les efforts sur les salariés et impactent leur pouvoir d'achat ;
- font l'impasse sur le besoin de relance et de soutien à l'activité et à l'emploi et dégradent la qualité des services publics.

Après la taxe sur les complémentaires santé, la poursuite des déremboursements, le gouvernement décide d'augmenter d'un jour la carence en cas d'arrêt maladie. Il s'en prend aux salariés malades, tous assimilés à des fraudeurs. Il rend de plus en plus difficile l'accès aux soins d'une part importante de la population.

Dans le même temps, les efforts demandés aux plus aisés restent symboliques et des niches fiscales inefficaces et injustes sont laissées en l'état.

Ces mesures sont économiquement inefficaces pour réduire l'endettement: elles réduisent l'activité au risque d'une spirale infernale qui mène à la récession.

CFDT, CGT, FSU et Unsa interpellent gouvernement et patronat pour des mesures justes et équitables afin de lutter contre la spéculation, relancer la croissance économique et soutenir l'emploi, assurer des services publics de qualité.

Elles demandent en particulier au gouvernement de :

- mettre fin à la défiscalisation des heures supplémentaires, défavorable à l'emploi, inégalitaire et coûteuse (4 milliards d'euros);
- faire contribuer les hauts revenus par la création d'une tranche supplémentaire d'impôt sur le revenu et supprimer les niches fiscales inefficaces;
- conditionner les aides aux entreprises à leur politique sociale;
- renoncer au doublement de la taxe sur les complémentaires santé;
- abandonner l'instauration des jours de carences supplémentaires.

Les organisations syndicales appellent tous les salariés à agir pour se faire entendre des décideurs (gouvernement, élus, responsables d'entreprise) dans la période du 1^{er} au 15 décembre 2011, en particulier lors du temps fort de rassemblements le 13 décembre.